

institution; sir Herbert S. Holt, qui fait partie des conseils d'administration d'au moins dix-neuf institutions financières et industrielles; sir Augustus Nanton, l'un des administrateurs d'un grand nombre d'entreprises, y compris le chemin de fer du Pacifique-Canadien et le tramway de Winnipeg. Je me bornerai à citer les noms de Wolvin et de J. W. Norcross, qui sont devenus notoires à la suite de l'enquête concernant les tarifs de transport sur les Grands lacs. Ai-je besoin d'ajouter que les capitalistes de Boston envahissent la Nouvelle-Ecosse et ceux de Detroit l'ouest de l'Ontario. Ces capitaux sont utilisés pour l'exploitation de nos mines, de nos réserves forestières et de nos pêcheries du nord de l'Ontario et de la Colombie-Anglaise; nous en avons un exemple tout récent dans la vente de nos obligations sur le marché de New-York.

Je tiens aussi à faire observer en passant que, bien que la banque des Marchands ait été à deux doigts de la faillite, les administrateurs et les fonctionnaires les plus en vue de cette institution font encore partie des conseils de direction d'importantes Compagnies financières et industrielles au pays. Loin d'avoir été punis, ils continuent leurs carrières comme si de rien n'était. Peu importe ou non que la déconfiture de la banque des Marchands ait été le résultat de manœuvres coupables ou de la négligence des administrateurs, ils occupent encore des situations en vue dans les cercles financiers et industriels. D'après les déclarations et des chiffres qu'a présentés l'honorable député de Brome (M. McMaster) l'année dernière, seize grandes compagnies exercent la haute main sur 4 milliards de capital canadien, grâce au cumul des charges administratives. Avec la permission de la Chambre, je citerai un court extrait afin de faire voir par quels moyens on arrive à cette concentration de capitaux dans quelques mains aux Etats-Unis. Voici les explications que donne à ce sujet M. Roger Babson, du service de la Statistique Babson:

Nous avons dit que la catégorie des patrons est énormément plus puissante qu'elle ne l'était en 1914. Elle a bien plus de capitaux à sa disposition. Dix-huit mille nouveaux millionnaires constituent l'héritage que nous a laissé la dernière guerre. Cette puissance monétaire est plus profondément unifiée que jamais. En 1914, nous avions 30,000 banques dont le fonctionnement était jusqu'à un certain point indépendant les unes des autres. C'est alors que fut adoptée la loi de la réserve fédérale, qui a fourni l'organisme nécessaire à la consolidation tandis que la crise déterminée par cinq ans de guerre fournit les coups de marteau nécessaires pour souder la structure en un seul tout.

La guerre enseigne aux patrons le secret et la puissance de la propagande sur une vaste échelle. L'Europe impériale avait connu cette puissance. Mais il

[M. Woodsworth.]

s'agissait d'une méthode nouvelle pour les Etats-Unis. Aujourd'hui, dès que nous avons quelque chose à vendre au peuple américain, nous savons de quelle façon il faut s'y prendre. Nous avons appris notre leçon. Nous avons les écoles; nous avons la chaire. Les patrons sont propriétaires des journaux. Il n'existe pas un seul journal de quelque importance aux Etats-Unis pour ainsi dire, qui ne soit à leur solde.

Cela fut publié dans le *Grain Growers' Guide* du 30 juin 1920. Louis D. Brandeis a porté, à l'endroit du système de banque actuel, l'accusation la plus grave qu'il fût possible de porter, quand il a dit: "Les banquiers dominent le peuple au moyen de son propre argent." Ce grand trust de l'argent qui s'est développé comprend, comme je l'ai dit, un monopole pour la distribution du crédit et un monopole pour l'émission de notre monnaie. Par ce moyen les banquiers se trouvent parfaitement en état de dicter quelle sera la production, où l'on produira et à quel prix l'on produira. Ce grand trust de l'argent prélève un tribut sur tout ce dont le consommateur a besoin. Il suffit de jeter un regard sur cette longue liste de conseils de directeurs, que j'ai lue, pour s'apercevoir que ces compagnies règlent à leur guise le commerce de presque toutes les denrées de consommation générale. En outre, ce grand trust de l'argent, au sens de quelques-uns d'entre nous du moins, domine dans une large mesure, le rouage gouvernemental. Les hommes qui occupent les plus hautes charges publiques sont en même temps les représentants les plus éminents de ces maisons de banque; il existe, du moins, entre-eux, une étroite corrélation et l'on peut affirmer, sans crainte, que c'est le même groupe qui domine dans les deux cas. Voilà pourquoi la politique adoptée est, pour ainsi dire, celle du grand trust de l'argent. Enfin, ce trust de l'argent tente aussi de dominer les institutions d'enseignement. C'est ce qui me semble le plus grave, parce qu'il faut en conclure que nous finirons par n'être plus libres. Ces richards n'achètent pas le public ni ne le menacent, mais on sait que nombre de ceux qui sont à l'emploi de compagnies privées n'osent pas dire leur façon de penser, de crainte que lorsqu'ils voudront s'établir eux-mêmes ils ne se voient refuser des crédits ou ne soient forcés d'obéir aux dictées des financiers.

J'ajouterai que ce groupe s'oppose même aux réformes les plus raisonnables. Tous les projets de résolution présentés au comité, à l'exception d'un seul que je me rappelle dans le moment, n'ont pas été jugés conformes à l'intérêt du peuple quand cet intérêt est venu en